



AFRITAC OUEST

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL - FMI CENTRE REGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Renforcer les Capacités Macroéconomiques
et Financières en Afrique de l'Ouest



La Gazette de l'Afritac de l'Ouest

Parution N°11 (2^{ème} Trimestre 2016) – Juin 2016 | Page 1

Sommaire

Vue d'ensemble.....1

Activités par domaine.....2

Administration douanière.....2

Administration fiscale.....3

Gestion des finances publiques.....3

*Gestion de la dette et développement des
marchés financiers.....4*

Statistiques de finances publiques.....5

Statistiques du secteur réel.....5

Analyse et prévision

macroéconomiques.....6

Actions de formation.....6

Nouvelles du personnel.....7

Activités du mois de juillet 2016.....8

AFRITAC DE L'OUEST

Immeuble BCEAO, 9^{ème} Étage – Angle Boulevard B.

Roussel et Av. Abdoulaye Fadiga

01 BP 3775 Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Téléphone (225)20.20.89.87

Télécopie (225)20.20.89.60

Vue d'ensemble

Réunion du Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest



La vingt-sixième réunion du Comité d'orientation (CO) de l'AFRITAC de l'Ouest (AFW) s'est tenue les 4 et 5 mai 2016 à Abidjan, sous la présidence du Burkina Faso. Au cours de ses travaux, le CO a validé les rapports d'exécution des activités et du budget du Centre

pour la période de mai 2015 à avril 2016 ; il a adopté le programme d'activités pour l'exercice budgétaire 2017, couvrant la période allant de mai 2016 à avril 2017 et; validé les axes d'intervention prioritaires pour l'assistance technique à fournir par l'AFW au cours de la période 2017-2022

(<http://www.afritacouest.org/>).



Les Pays membres



Les Partenaires techniques et financiers



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada

Le programme de stage

Le programme d'échange d'expériences entre administrations en charge des questions liées aux politiques macroéconomiques a connu une forte accélération au cours de la période sous revue. Ainsi, quinze cadres des pays membres du Centre ont participé à ce programme dans les domaines de gestion des dépenses, analyse et prévisions macroéconomiques, administration fiscale et statistiques du secteur réel. Les stages ont eu lieu au Sénégal, Niger, Gabon, Cameroun, et au Royaume du Maroc. Les appréciations faites par les bénéficiaires de ces stages indiquent à suffisance le rôle important que ce programme joue pour le renforcement des capacités à travers les échanges d'expériences.

Séminaire de formation.

Etant donné que nous sommes en début d'année fiscale, le Centre a organisé un seul séminaire au cours de la période sous revue. C'était en administration fiscale, en collaboration avec le département de finances publiques du FMI. Le séminaire visait à familiariser les participants avec la nouvelle version de la plateforme RA-FIT (Revenue Administration Information Tools) qui est un outil important pour la collecte des informations fiscales, leur mise à disposition aux pays, et leur utilisation pour l'évaluation de l'impact des programmes d'assistance technique.

Activités par domaine

Administration douanière

Bénin



La mission conduite par la Conseillère résidente du 18 au 26 avril 2016 a permis d'évaluer le niveau d'avancement des recommandations de la dernière mission et également l'état de mise en œuvre de l'application informatique du contentieux douanier (PVS). Elle a permis de constater que le projet de gestion de risque n'a pratiquement pas progressé. Des recommandations ont donc été faites pour que les services douaniers exécutent correctement leurs tâches reliées au projet et qu'ils puissent ainsi avancer sur des bases consolidées.

Burkina Faso



La mission composée de la Conseillère résidente et d'un expert du FMI, du 31 mai au 10 juin, a consisté à évaluer (i) l'utilisation du Système de Gestion Informatisée du Contentieux Douanier (SYGICOD) en analysant les données sur les infractions douanières et l'état d'avancement de la base de données nationale de la fraude. Elle a permis de faire le suivi de la mise en œuvre des deux modules supplémentaires « décisionnel » et « valeur » du SYGICOD. Elle a permis également de s'assurer de l'intégration des indicateurs de suivi de la sélectivité des contrôles, notamment les rapports mensuels de la sélectivité des contrôles, la mise en place et la mise à jour du chronogramme du projet.

Mauritanie



Cette mission conduite par deux experts du FMI du 18 au 29 mai a contribué à faire un point sur l'état d'avancement du projet du Bureau national de la valeur (BNV) depuis la dernière visite; Elle a aidé à l'évaluation des impacts et des ajustements de la mise en opération de la première étape progressive d'application de la valeur transactionnelle par

les bureaux de dédouanement. Elle a permis de faire l'état des lieux du service des enquêtes afin d'identifier les préalables pour le démarrage des activités de contrôle a posteriori sur la valeur, en développant les synergies avec le BNV.

Administration fiscale

Côte d'Ivoire



Cette mission a eu lieu du 11 au 22 avril. Elle a permis de relever des avancées positives sur les plans quantitatif et qualitatif. Ces résultats positifs pourraient être améliorés si les faiblesses relevées sont corrigées. En particulier, les avancées suivantes ont été constatées : (1) *Un accroissement significatif du fichier* ; (2) *Une amélioration du taux de déclaration à l'échéance*; (3) *une amélioration du suivi des entreprises administrées par les Centres des moyennes entreprises (CME)*. La mission a proposé la création de deux CME supplémentaires à Abidjan dans la perspective de développer de véritables moyennes entreprises conformes aux standards internationaux.

Guinée



Cette mission (23 mai au 3 juin) qui s'inscrivait dans le cadre des missions d'assistance technique fournies par le département des finances publiques du FMI et de l'AFRITAC de l'Ouest avait pour objectifs principaux : (1) l'évaluation des réformes prévues dans le cadre du programme pluriannuel d'assistance technique et ; (2) la mise en place des outils méthodologiques pour assister la Direction nationale des impôts (DNI) à la modernisation du service ayant en charge l'administration des moyennes entreprises et le renforcement de la gestion des arriérés fiscaux. Concernant le renforcement de la gestion des arriérés fiscaux, la DNI a poursuivi ses initiatives en vue du classement des restes à recouvrer par nature de risque.

Niger



La mission (6-17 juin 2016), conduite par un expert du FMI a favorisé: (i) l'adoption d'une stratégie cohérente pour l'élargissement de l'assiette fiscale et un plan de recouvrement ambitieux des restes à recouvrer recouvrables ; (ii) la proposition d'un plan de contrôle ponctuel pour 2016 et d'un plan d'actions visant une administration performante de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et ; (iii) la proposition des outils de pilotage et de suivi permettant l'amélioration de la qualité des contrôles fiscaux.

Gestion des finances publiques

Bénin



Au cours de cette mission (11-22 avril 2016) conduite par un expert du département des finances publiques du FMI, des avancées ont été constatées en matière de développement du module de préparation du budget en mode programme. Cependant, la mission note des retards dans les travaux d'adaptation du module d'exécution du budget et du Système d'information comptable ASTER qui n'a pas encore commencé. En conséquence, des recommandations pour mettre en place un cadre institutionnel formel de pilotage et de conduite du projet "Adaptation des systèmes SIGFIP - ASTER" et pour adopter et mettre en œuvre une stratégie et un calendrier harmonisé de la bascule au budget de programme ont été faites. Par ailleurs, une mission portant sur la rédaction du guide de fonctionnement du Plan comptable de l'Etat (PCE) a eu lieu du 23 mai au 3 juin. Elle s'inscrivait dans la perspective du basculement de la comptabilité en droits constatés et a contribué à l'identification, à partir du guide didactique de l'UEMOA, des spécificités et/ou améliorations à proposer dans le cas du Bénin. Elle a permis de répertorier également les comptes dont le fonctionnement n'est pas décrit dans le guide didactique

de l'UEMOA, d'élaborer le guide de fonctionnement des comptes des classes 2 à 8 et de proposer une organisation en phase avec le nouveau système comptable.

Burkina Faso



La mission (11-22 avril 2016) conduite par le Conseiller résident et un expert du FMI a contribué à l'obtention des principaux résultats suivants: (i) la finalisation des maquettes des autorisations d'engagements (AE) et crédits de paiement (CP) des ministères et institutions de l'Etat ; (ii) la revue des documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD); (iii) la revisitation de la Règlementation générale des projets et programmes de développement et la définition des actions prioritaires en vue de la bascule au budget de programme.

Côte d'Ivoire



Cette mission (du 9 au 20 mai, et du 17 au 27 mai) visait à rationaliser la chaîne de la dépense pour permettre une meilleure prise en compte des nouvelles modalités d'exécution introduites par le cadre juridique rénové de gestion des finances publiques. Elle a permis de faire l'état des lieux, en termes de forces et faiblesses, du système actuel d'exécution de la dépense publique et de discuter d'un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement ainsi que la délocalisation du contrôle financier. Par ailleurs, AFW a participé à une mission sur la relecture et la validation des macro-processus (regroupement des processus budgétaires et comptables en ensembles cohérents) d'exécution de la dépense dans la phase comptable.

Guinée-Bissau



La mission (13-24 juin) qui a été conduite par un Conseiller-résident et un expert du FMI a aidé la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) en contribuant à la production d'une balance générale des comptes sur la base d'un système de comptabilité de caisse bien structurée. Elle a permis (i) d'identifier et d'analyser les causes des faiblesses constatées dans le système de comptabilité de la DGTCP; (ii) d'adopter un plan d'actions de mise en œuvre des recommandations et; (iii) de renforcer les capacités des comptables.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

Bénin



La mission (11-21 avril 2016) avait pour objectifs d'appuyer les directions techniques de la CAA à mieux appréhender les interactions qui doivent exister entre elles et les processus de travail qui serviront de base à l'élaboration du manuel de procédures de la dette publique. Elle a permis de constater que des progrès considérables en matière de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette publique ont été réalisés au cours des derniers mois. Cependant, des chevauchements de responsabilités ont été notés au niveau de l'activité liée à l'examen des requêtes et offres de financement. Des propositions de réaménagement ont donc été faites pour limiter le risque de conflit. Un projet de manuel de processus de travail a été élaboré.

Côte d'Ivoire



La mission (20-24 juin 2016) visait à renforcer les capacités de la Direction de la dette publique (DDP) sur la technique de réouverture des titres publics ainsi que les techniques de gestion du risque de refinancement y afférents. Elle partagera avec les cadres de la DDP les prérequis et la

démarche d'utilisation de la technique ainsi que les avantages et désavantages.

Agence UMOA-Titres

La première phase de cet appui à l'Agence UMOA-Titres a évalué le cadre organisationnel actuel. Des propositions de réaménagement ont été faites et un projet de contenu des responsabilités et tâches de chaque structure a été élaboré. La deuxième phase de l'appui s'attardera à l'élaboration du manuel de procédures.

Mauritanie



Au cours d'une mission d'AT (23 MAI-1^{er} juin), le Centre a fourni aux responsables impliqués dans les activités d'émission des titres publics un appui qui a contribué à identifier les améliorations qui pourraient être apportées aux pratiques d'émission suivies actuellement. Un calendrier de mise en œuvre des améliorations proposées a été élaboré.

Statistiques de finances publiques

Côte d'Ivoire



Cette mission (4-15 avril 2016) visait à supporter la Côte d'Ivoire dans son engagement à l'harmonisation du TOFE au sein de la zone Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) sur la base des nouvelles normes internationales. Les travaux ont principalement permis de produire une première ébauche du TOFE sur la base du *Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) 2001/2014* à partir de la comptabilité auxiliaire détaillée, d'élaborer un plan d'actions intérimaire (2016) pour la mise en œuvre de la directive UEMOA portant TOFE, et de poursuivre les travaux sur la production du cadre d'analyse minimum et l'élargissement du champ de couverture du TOFE. Dans le contexte des négociations d'un nouveau programme avec le FMI, il a été convenu avec les autorités de préparer le basculement définitif au TOFE base *MSFP 2001/2014* au premier semestre 2017.

Statistiques du secteur réel

Mauritanie



La mission (9-20 mai) visait à appuyer l'Office National de la Statistique (ONS) dans la production des Comptes nationaux annuels (CNA) définitifs 2013 et la mise en place d'un dispositif des CNA provisoires avec ERETES. Elle a contribué à la finalisation des CNA 2013 et à l'examen des sources de données pour le dispositif des CNA provisoires. Elle a également aidé à dresser un état des lieux des sources de données pour les CNA 2014. Un programme de travail pour la finalisation des CNA 2014 a été proposé et les cadres de l'ONS ont été formés aux techniques d'élaboration des CNA provisoires.

Sénégal



La mission (23 mai-3 juin 2016) conduite par un expert du FMI visait à accompagner l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) dans ses travaux de rénovation des Comptes nationaux annuels (CNA) selon le *SCN 2008* en validant les sources de données de l'année de base 2014. Elle a aidé à charger les sources de données dans le logiciel ERETES et à élaborer une note méthodologique sur le contrôle des sources et les travaux de pré-arbitrage. En outre, elle a permis de former les cadres de l'ANSD aux travaux sur les sources et le pré-arbitrage.

Analyse et prévision macroéconomiques

Burkina Faso



Cette mission (18-29 avril 2016) réalisée par le Conseiller résident et un expert du FMI a permis de faire le diagnostic complet du fonctionnement du modèle quasi-comptable dénommé instrument automatisé de prévision (IAP) et d'élaborer un plan d'actions intégrant les activités à réaliser pour la révision du modèle IAP avec une identification des appuis potentiels du Centre.

Mauritanie



La mission (du 30 mai au 10 juin) constituée d'un panel d'Experts du département des marchés financiers et des capitaux du FMI et du Conseiller Résident en analyse et prévision macroéconomique du Centre avait pour but d'aider la Banque Centrale de la Mauritanie (BCM) à renforcer son cadre de politique monétaire et de change pour mieux absorber les chocs externes. L'apport du Conseiller résident a consisté en la définition d'un cadre analytique minimum pour la politique monétaire ainsi que les propositions d'aménagement du processus de prise de décisions de politique monétaire à la BCM.

Actions de formation

Au niveau national – Côte d'Ivoire



Un atelier de formation a eu lieu du 11 au 22 avril 2016 en faveur des cadres de la Direction Générale des impôts. La formation dispensée par un expert du FMI au profit des Inspecteurs des impôts des services opérationnels en charge du contrôle fiscal a porté sur : (1) La méthodologie du contrôle fiscal externe ;(2) le contrôle sur pièces approfondi ;(3) l'encadrement des vérificateurs ; (4) les techniques de reconstitution de chiffre d'affaires ; (5) Le contrôle de stock de marchandises, dans une entreprise de commerce et d'autres sujets visant la maîtrise de la technique du contrôle fiscal. Cette formation a connu la participation de 65 stagiaires des services de gestion et de vérification de province.

Au niveau régional

Séminaire régional sur la gestion de l'outil d'information fiscale et financière (RA-FIT) des administrations fiscales, Abidjan du 20 au 24 juin.



La gestion moderne des administrations fiscales basée sur les résultats suggère la mise en place d'indicateurs de suivi de l'activité qui permettent d'évaluer l'efficacité, l'efficience et la qualité des réformes engagées tout en contribuant à apprécier les évolutions et détecter les risques interne et externe liés à l'organisation. De tels indicateurs permettent d'évaluer les performances individuelle et collective au sein des services. C'est dans ce registre que Le Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC Ouest) en collaboration avec le Département des finances publiques du FMI ont organisé ce séminaire régional sur l'outil RA-FIT.

En savoir plus

Evaluation de la mise en œuvre des Directives UEMOA, Dakar du 9 au 12 mai.

Le Centre a participé à un atelier régional sur l'évaluation de la mise en œuvre de directives de l'UEMOA dans les pays membres, en réponse à une invitation adressée par le Pôle de Dakar. L'atelier a été organisé conjointement par la GIZ et Pôle de Dakar, avec la collaboration de la Commission de l'UEMOA et le patronage du ministère des Finances sénégalais. A cette occasion, le Centre a fait un exposé sur le thème « déconcentration de l'ordonnancement », qui a mis l'accent sur les conditions préalables ainsi que sur la démarche progressive qui doit sous-tendre sa mise en œuvre. L'atelier a mis en évidence une faible progression dans la mise en œuvre des directives UEMOA en général, qui est susceptible de compromettre la bascule au budget de programme à l'échéance du 1er janvier 2017. L'atelier a permis aux participants d'apprendre les uns des autres sur la mise en œuvre de réformes et de partager l'expérience du Cameroun dans la mise en œuvre du budget de programme depuis 2013.

Nouvelles du personnel

Départs



Au terme d'un séjour de trois ans et un an respectivement, M. Bruno Flanchec, expert en contrôle et supervision bancaire et M. Philippe Samborski, expert en statistiques de finances publiques ont quitté le Centre. Ils livrent leurs impressions sur leurs expériences respectives à l'AFRITAC de l'Ouest.

M. Philippe Samborski (à gauche sur la photo): Mon passage à l'AFRITAC de l'Ouest en tant que conseiller résident en statistiques de finances publiques aura été une expérience captivante et enrichissante. La mise aux normes internationales dans le cadre des réformes en matière de gestion des finances publiques représentent un chantier d'envergure et constituent un point tournant pour les pays de la sous-région. L'AFRITAC est un partenaire incontournable dans l'application de ces réformes, apportant support et

conseil à ses pays membres. J'ai eu la chance de travailler avec les responsables de la compilation du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) ainsi que leurs principaux collaborateurs et services producteurs de données primaires. Ce sont des personnes engagées vers les réformes et passionnées du sujet-matière. Mon plus grand souhait est qu'elles obtiennent l'attention et les ressources nécessaires afin d'améliorer la qualité, la pertinence et la crédibilité des statistiques de finances publiques.

M. Bruno Flanchec (à droite sur la photo): Mes trois années en tant que conseiller résident en supervision bancaire à l'AFRITAC de l'Ouest ont constitué une période riche et intense. Découvrant les pays d'Afrique de l'Ouest, j'ai pu constater la volonté et l'engagement des superviseurs bancaires des pays couverts par le centre à conduire des réformes lourdes et structurantes pour appliquer les bonnes pratiques en matière de contrôle bancaire. De cette expérience, je retiendrai le dévouement des personnels affectés à la supervision bancaire pour mener à bien leur mission malgré les moyens très contraints mis à leur disposition, ainsi que leur grande curiosité pour tous les sujets touchant à la supervision et à la gestion des crises bancaires. J'ai plus particulièrement apprécié la tenue des séminaires régionaux, qui sont un remarquable vecteur d'échanges et de discussions, permettant aussi bien aux participants qu'aux animateurs de partager leurs expériences, les progrès réalisés ainsi que les obstacles rencontrés. Je pars donc de l'AFRITAC de l'Ouest en étant convaincu de la pertinence de son modèle et de la valeur ajoutée de son apport auprès des pays membres.

Arrivées :

M. Nicolas Kacou (*sur la photo*) a rejoint le Centre le 17 juin, comme Conseiller résident en statistiques des finances publiques, remplaçant ainsi M. Philippe Samborski.

Activités à venir**AFRITAC de l'Ouest – Missions et séminaires régionaux pour juillet 2016**

Administration fiscale			
Missions d'assistance technique			
Pays	Thème	Date	Expert (s)
Bénin	Immatriculation fiscale	27 juin-8 juillet	Rénilde Bazahica, Conseiller résident (CR) Alexandre Soubrié (ECT)
Gestion des dépenses publiques			
Missions d'assistance technique			
Pays	Thème	Date	Expert (s)
Burkina Faso	Exécution de la dépense	18-29 juillet	Abdoulahi Mfombouot (CR) Pierre Titti (ECT)
Guinée	Plan comptable de l'État	4-8 juillet	Blaise Yehouenou
Mali	Document de programmation budgétaire et économique	4-15 juillet	Michel Bibal (ECT)
Statistiques du secteur réel			
Missions d'assistance technique			
Pays	Thème	Date	Expert (s)
Côte d'Ivoire	Comptabilité nationale	20 juin- 1 ^{er} juillet	Fahd Ndiaye (ECT)
Mali	Comptes nationaux trimestriels	4-15 juillet	Fahd Ndiaye (ECT)
Séminaire régional			
Pays	Thème	Date	Lieu
Côte d'Ivoire	Migration au système de comptabilité national 2008	4-8 juillet	Abidjan
Côte d'Ivoire	Accès aux marchés des capitaux	18-22 juillet	Abidjan
Gestion de la dette			
Missions d'assistance technique			
Pays	Thème	Date	Expert (s)
Côte d'Ivoire	Emissions de titres publics	16 juin au 1 ^{er} juillet	Oumar Dissou (CR)
Séminaire régional			
Pays	Thème	Date	Lieu
Côte d'Ivoire	Harmonisation des méthodes et outils de travail sur le logiciel ERETES.	Du 27 juin au 1 ^{er} juillet	Abidjan